



Baromètre Citoyen de la Paix, la Sécurité et les Droits de l'Homme **Numéro 08, octobre 2025**

Réalisé et produit par la Coalition Pamoja kwa Amani avec le soutien de PAEMA

Résumé Exécutif

Alors que les négociations diplomatiques se poursuivent à Doha et Washington, la situation humanitaire et sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) continue de se détériorer. Les affrontements opposant les Forces armées de la RDC (FARDC), les milices locales Wazalendo et les rebelles de l'AFC-M23 soutenus par le Rwanda se sont intensifiés au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Le recours aux drones CH-4, les bombardements et les opérations terrestres ciblant les positions rebelles ainsi que les sites stratégiques ont provoqué le déplacement de dizaines de milliers de civils, exacerbant davantage une crise humanitaire déjà très préoccupante.

Dans cette édition, le Baromètre citoyen de Pamoja kwa Amani (C-PKA) analyse la crise croissante dans les Kivu, marquée par la fermeture du site minier de Lomera (Luhihi) au Sud-Kivu par le M23, la consolidation territoriale du groupe, l'instauration de visas dans les zones occupées, et la balkanisation de facto de la région. Au-delà de la crise minière, cette édition aborde aussi l'émergence du mouvement Wazalendo, de l'aggravation des violations des droits humains, des bombardements à Twangiza et du mécontentement des communautés face au blocage constaté du processus de paix. La Coalition appelle à une pression internationale accrue, incluant des sanctions ciblées, un suivi du soutien externe au M23 et un contrôle du financement des groupes armés ; les efforts pour instaurer la paix resteront précaires et essentiellement symboliques sans ces efforts. Enfin, le rapport relaie un appel des communautés de l'est adressé au Président américain, lui demandant de réaffirmer son engagement afin de contribuer à résoudre durablement cette crise.

Faits Saillants		
Événement	Détails	Impact
Processus de paix	Pourparlers de Doha et Washington ; mise en place d'un mécanisme de vérification du cessez-le-feu	27 violations du cessez-le-feu en deux semaines ; peu d'amélioration sur le terrain
Fermeture de la mine de Lomera	Ordonnée par l'AFC-M23 dans le territoire de Kabare ; site minier encerclé et évacué.	Plus de 30 000 personnes déplacées ; moyens de subsistance perdus, outils et or confisqués
Escalade du conflit	Reprise des combats à Masisi, Rutshuru, Kalehe ; utilisation de drones et d'artillerie lourde.	Déplacements massifs vers Goma et Bukavu ; 45 civils tués lors d'attaques aériennes
Bilan Civil	Incidents liés au conflit et violations des droits dans l'ensemble des Kivu.	155 tués, 195 kidnappés, 111 attaques (octobre uniquement au Sud-Kivu)
Gouvernance parallèle	Le M23 établit des points de contrôle, des bureaux administratifs et des exigences de visa	Balkanisation de facto ; restriction de la circulation ; nouvelles structures fiscales

Baromètre citoyen de la paix, de la sécurité et des droits humains : Rapport complet

1. Aperçu du Conflit en cours et du Processus de Paix

Alors que les deux parties venaient de signer le mécanisme de suivi et de surveillance du cessez-le-feu le 14 octobre à Doha au Qatar, d'une part, et que, de l'autre, il s'est tenu à Washington la troisième réunion du Mécanisme conjoint de Coordination de Sécurité (JSCM) afin de faire progresser la mise en œuvre de l'accord de Paix de Washington du 27 juin dernier, sur le terrain la guerre est totale.

Quelques heures après la signature du mécanisme de surveillance du cessez-le-feu à Doha, les deux parties se sont violemment affrontées sur plusieurs lignes de front notamment dans les Territoires de Walikale, Masisi, Lubero, au Nord-Kivu ; Walungu et Kabare au Sud-Kivu.

Rien que pendant les deux dernières semaines d'octobre, **C-PKA a dénombré 27 violations flagrantes du cessez-le-feu par tous les belligérants**. C'est presque chaque jour qu'il y a des affrontements signalés çà et là au Nord-Kivu comme au Sud-Kivu : Businga, Irhaga, Bwenda, Chiyanja dans le Territoire de Walungu au Sud-Kivu ; Kalembe en Territoire de Masisi au Nord-Kivu, Nyarushamba (Masisi), Kashebere (Walikale), Ihula (Walikale) avec des déplacements massifs des populations vers Katobi, Kalonge, Mayenge et Kalembe et d'autres dans la brousse, dans le Lubero et même dans le Nyiragongo près de Goma où des embuscades sont régulièrement tendues par les combattants Wazalendo et FDLR contre les positions et convoies de l'AFC-M23 et vice-versa.

Des affrontements sont aussi presque quotidiennement signalés dans plusieurs villages du Territoire de Kabare au Sud-Kivu notamment dans et autour du Parc National Kahuzi-Biega (PNKB) où des factions de Wazalendo tendent des embuscades et mènent des attaques contre les positions de l'AFC-M23. Le PNKB, patrimoine mondial, est en train de devenir la plaque tournante des groupes armés, dont les Wazalendo. Ce Parc est ainsi sérieusement menacé étant donné que la présence de tous ces groupes armés ne va pas contribuer à sa sauvegarde, bien au contraire, à sa destruction. Tous ces groupes armés qui font du PNKB leur terroir se livrent à des pratiques destructives de ce patrimoine de l'humanité, notamment par l'abattage des arbres en vue de la production de la braise, l'exploitation artisanale et désordonnée des ressources naturelles polluant l'environnement, la chasse des espèces animales sauvages pourtant protégées sont abattues pour servir de nourritures aux membres des groupes armés.

D'où notre appel à la démilitarisation du Parc national de Kahuzi-Biega (PNKB), ainsi que de son équivalent au Nord-Kivu, le Parc national de Virunga. Ces sites, reconnus comme patrimoine de l'humanité, requièrent des mesures de protection adaptées afin de préserver leur intégrité pour le bénéfice des générations présentes et futures.

2. La Crise du Site Minier de Lomera

Lomera, réputé pour sa production d'or, se trouve aujourd'hui à l'arrêt. La Coalition Pamoja kwa Amani est particulièrement très préoccupée par la situation qui prévaut actuellement dans ce site minier situé à une trentaine de kilomètres au nord de la ville de Bukavu, capitale du Sud-Kivu.

En date du 30 août 2025, les autorités de l'AFC-M23 ont décidé la suspension de toutes les activités dans le site minier de Luhihi. Tous les occupants dudit site, à savoir les creuseurs artisanaux, les commerçants venus de Bukavu, Goma, Birava, Kavumu, Katana, Idjwi, ont été sommés de quitter sans préavis le site sous contrainte armée des hommes de la rébellion de l'AFC-M23. Plus de 30 000 personnes dépendant des activités de ce site se retrouvent aujourd'hui désemparées et totalement démunies. De très nombreuses familles ont vu leurs économies fortement affectées par cette décision que plusieurs qualifient de contre-productive

et d'inopportune en ce temps de guerre où l'économie est déjà paralysée dans les zones sous occupation dans lesquelles il n'y a ni activités bancaires ni liaisons faciles avec d'autres coins de la République.

Des creuseurs artisanaux d'or, ainsi que des commerçants et résidents de cette localité, ont constaté la perte soudaine de leurs économies et l'arrêt brutal de leurs activités suite à une interdiction stricte d'accès au site, imposée sans notification préalable pour prendre les mesures nécessaires. Investissements, productions, dettes, équipements et puits d'or ont été laissés sur place, indépendamment de la volonté des propriétaires. Cette mesure, perçue comme préjudiciable par les personnes concernées, est d'autant plus difficile à accepter qu'aucune information positive n'a été communiquée par les autorités rebelles, qui avaient pourtant initialement promis la réouverture du site dans les jours suivants.

Le C-PKA s'inquiète, déplore et regrette que le seul site dont les activités économiques alimentaient encore la ville de Bukavu et ses environs avec la circulation de l'argent liquide, qui faisait vivre encore une majeure partie de la population et qui était considéré comme seul refuge des milliers de personnes en chômage se voit subitement frappé d'arrêt de ses activités pendant une durée aussi longue sans que l'auteur et responsable ne soit dignement conscient des conséquences néfastes qui en découlent. Depuis lors, des milliers de familles vivent le pire désastre ; l'insécurité dans le site et ses environs ne cesse de monter d'un cran. Empêcher et interdire à la population déjà fragile de vivre de ses propres débrouillardises quotidiennes, est-ce cela une libération ?

Depuis sa fermeture, une vingtaine de personnes ont été exécutées par des porteurs d'armes, des soulèvements populaires s'y sont manifestés, conduisant aux cas de justice populaire. Les droits humains piétinés et bafoués. Des personnes voulant forcer leur accès dans le site pour récupérer leurs biens, y sont inhumainement traitées par des militaires de l'AFC-M23 commis à la garde du site. Ils arrêtent arbitrairement les gens, principalement les jeunes dont certains sont même enrôlés de force dans leur mouvement armé ; et en cas de refus d'obtempérer, ils n'hésitent pas à tirer à bout portant. Nous avons noté, depuis la fermeture du site, une vingtaine de cas d'arrestation de jeunes rodant autour du site et leur enrôlement forcé au sein de la rébellion. Il a été aussi noté l'exécution sommaire de sept autres.

Plusieurs sources confirment une augmentation de l'insécurité sur le Territoire de Kabare et dans la ville de Bukavu, attribuée à certains jeunes désœuvrés, anciennement bénéficiaires des retombées de l'exploitation du site de Luhithi. L'on signale également une montée accrue du vagabondage chez les jeunes et les enfants dont les parents dépendaient des activités minières et qui, faute de ressources pour financer leur scolarité, ont dû abandonner l'école. Certains se retrouvent désormais dans la rue, sans encadrement, ce qui représente un risque important pour la stabilité et la sécurité sociale, tant à court terme qu'à long terme.

De manière particulière, les femmes ont été durement frappées par cette décision surprenante de l'AFC-M23. Nombreuses d'entre elles avaient contracté des dettes pour ouvrir des activités commerciales sur le site minier de Luhithi, telles que de petits restaurants, de petits bistrot, etc., afin de subvenir aux besoins vitaux de leurs familles, surtout en ce moment où le chômage fait rage dans les zones sous occupation et où les hommes sont devenus de véritables parasites vivant totalement grâce à l'ingéniosité et à l'esprit entrepreneurial de leurs femmes. La cinquantaine de femmes rencontrées par C-PKA sont toutes dans la même situation et ont déclaré ne pas comprendre la décision des autorités, *« ces autorités qui disent être venues libérer le peuple, comment peuvent-elles sacrifier toute cette masse juste pour qu'elles se livrent elles seules à l'exploitation minière sur le site afin de se remplir les poches »*, s'indigne l'une d'elles, qui avait déjà ouvert un petit bistrot sur place.

Le site Lomera est-il vendu ou exploité par le M23 à ce jour ?

Certaines sources mentionnent que le site aurait été exproprié par la rébellion dans le but d'en tirer un important profit financier pour soutenir ses efforts de guerre. D'autres évoquent la possibilité d'une vente à une entreprise étrangère qui s'apprête à lancer ses activités, ce qui inquiète profondément une population déjà éprouvée et appauvrie par un conflit auquel elle n'a pas consenti. Par ailleurs, il reste des personnes qui espèrent encore que les autorités de l'AFC – M23 décideront d'ouvrir volontairement le site.

Nos sources sur place, cependant, affirment que des visites du site par des potentiels investisseurs, dont des Chinois et des Rwandais, ont été observées. Elles renseignent même qu'il y aurait des exploitants qui y accèdent et travaillent pour les responsables civils et militaires de l'AFC-M23, dont les éléments lourdement armés assurent la protection du site. Dans tous les cas, c'est la population qui continue à souffrir, et les nouveaux maîtres ne se soucient en rien de la souffrance de la population ; tout ce qui compte pour eux, c'est leur intérêt, c'est avoir de l'argent par tous les moyens afin de s'enrichir et de financer leur entreprise guerrière.

Recommandations de Pamoja kwa Amani

- Que les autorités de l'AFC-M23 puissent :
 - Autoriser la reprise des activités dans le site de Lomera pour atténuer tant soit peu la souffrance et la misère de la population locale et de toute la main d'œuvre qui avait déjà trouvé un moyen de subsistance à Lomera, et
 - Prendre aussi des mesures afin de renforcer la sécurité sur le site pour éviter de nouvelles confrontations et des cas d'accidents mortels comme des éboulements ayant causé la mort de plusieurs creuseurs artisanaux par le passé.
- Nous attirons également l'attention des consommateurs finaux qui achètent l'or provenant de Lomera sur le fait que cette exploitation ne respecte en rien le devoir de diligence de l'OECD.

Quid dans les autres sites sous contrôle de la rébellion ?

L'exploitation minière ne concerne pas uniquement Lomera ou Luhiri ; elle s'étend également aux autres régions actuellement contrôlées par l'AFC-M23. Les provinces du Kivu possèdent de nombreux sites riches en minerais, notamment l'or, la cassitérite, le coltan, la tourmaline et diverses autres pierres précieuses. Plusieurs de ces zones minières se trouvent actuellement sous le contrôle des groupes rebelles. De Rubaya–Numbi–Lumbishi–Kalimbi (Kalehe–Nyabibwe), Walungu–Luhwinja (Twangiza), Kaniola à Nzibira, etc., le mouvement AFC-M23 poursuit méthodiquement sa progression, portant une attention particulière aux sites miniers où il concentre d'importantes forces. Les développements sur le terrain suggèrent que le mouvement ne compte pas s'arrêter, comme en témoignent ses offensives actuelles en direction de Shabunda et Mwenga, deux territoires reconnus pour leur richesse en minerais stratégiques.

C-PCA prévoit d'aborder ce sujet de manière approfondie dans ses prochaines publications. Il est toutefois évident que les ressources minières constituent un facteur central dans les conflits actuels. Il apparaît nécessaire que la communauté internationale mette en place des mesures adéquates afin de remédier à cette problématique, notamment en renforçant le contrôle sur les chaînes mondiales d'approvisionnement et de distribution de minerais. Les richesses minières de la RDC devraient servir de levier au développement du pays et de la sous-région des Grands Lacs, et non être à la cause de malheur pour la population congolaise.

Depuis le 13 octobre, plusieurs bombardements ont visé l'usine d'exploitation de l'or de Twangiza située dans le Territoire de Mwenga au Sud-Kivu. Les FARDC utilisent leurs drones CH-4 ainsi que des avions de chasse pour mettre cette usine hors d'usage. Il ressort

clairement que le gouvernement congolais ne voudrait pas voir la rébellion de l'AFC-M23 se constituer encore des moyens financiers grâce à la poursuite de l'exploitation de l'usine de Twangiza. Ce qui explique l'ampleur des frappes utilisées, ciblant et détruisant les installations, notamment les infrastructures de production et d'alimentation en électricité, les réserves de carburant et d'autres machines stratégiques servant à la production de l'or dans cette usine.

L'AFC-M23, de son côté, condamne fermement les attaques de Twangiza et les qualifie de crimes de guerre, rappelant que cette usine n'a aucune vocation militaire mais relève plutôt d'un investissement destiné au développement national. Il convient de noter que le site de Twangiza est passé sous contrôle de la rébellion de l'AFC-M23 depuis mai 2025. Suite à cela, certains employés ont quitté les lieux tandis que d'autres sont restés sur place. Les nouveaux dirigeants, réputés pour leur appétit considérable des ressources minières, n'avaient aucun intérêt à négliger ce gisement précieux et ont donc poursuivi l'exploitation de l'usine, récoltant plusieurs centaines de kilos d'or dont la valeur estimée s'élève à plusieurs dizaines de millions de dollars.

Kinshasa, l'ayant appris, et voulant affaiblir son adversaire en lui coupant toute source de financement, a jugé bon de bombarder carrément l'usine quitte à gérer les conséquences de droit avec les propriétaires de la mine de Twangiza après.

3. Situation des droits de l'homme et insécurité persistante dans les Kivu

Tout au long du mois d'octobre 2025, C-PKA a documenté une augmentation alarmante des violations des droits humains dans le Nord et le Sud-Kivu. Les combats persistants, l'expansion des groupes armés et le ciblage délibéré des civils ont engendré ce que les observateurs locaux décrivent comme « *un climat de peur et d'épuisement* ». Des affrontements, attaques, tueries, découvertes de corps sans vie, enlèvements, vols à main armée, cas de justice populaire et pillages continuent d'être signalés quotidiennement. Rien que pour le Sud-Kivu, les territoires de Bukavu, Kabare, Kalehe, Mwenga et Fizi demeurent les plus touchés. Le tableau suivant résume les incidents majeurs :

Entités	Tueries	Justice Populaire	Enlèvement /disparition	Braquages	Corps sans vie	Attaques
Bukavu	15	3	76	5	13	20
Kabare	18	8	34	2	16	11
Kalehe	10	10	19	1	6	9
Idjwi	2	0	1	2	0	1
Mwenga	10	3	15	13	5	8
Shabunda	1	0	3	4	6	6
Uvira	11	2	17	7	3	15
Uvira city	5	0	6	2	2	13
Kamituga	10	1	4	5	4	7
Fizi	13	3	20	0	5	12
Total	95	30	195	41	60	111

A la lumière de ce tableau, il ressort un bilan de **95 personnes tuées** et **60 corps sans vie** qui fait un total de **155 personnes ayant perdu la vie** à la suite de l'insécurité et violations des droits humains dans la Province du Sud Kivu.

Le territoire de Kabare vient en tête avec 34 cas dont 18 cas de tuerie et 16 cas de corps sans vie ramassés, notamment en raison de la recrudescence de l'activisme des groupes armés dits de Wazalendo et des affrontements récurrents entre ces factions et les troupes du M23. A titre illustratif pour Kabare, rien qu'au courant de la dernière semaine d'octobre le

groupement de Mumosho a connu à lui seul 5 morts, dont le couple du révérend Pasteur Baduda Bongwa Zozo assassiné chez lui à Mumosho centre le soir du vendredi 24 Octobre 2025 à 19h alors que Mumosho est sous contrôle de l'AFC- M23. Après des attaques des Wazalendo, les éléments du M23 se livrent le plus souvent à des opérations de repréailles où des jeunes gens sont interpellés, torturés, tués à bout portant et d'autres enrôlés de force au sein de leurs unités combattantes.

Kabare est suivie par la ville de Bukavu qui connaît une petite amélioration avec 19 cas dont 11 de tuerie et 8 de corps sans vie. Le territoire de Fizi vient après avec 18 cas dont 13 de tuerie et 5 corps sans vie ramassés ; pour Fizi, Uvira et Mwenga les statistiques doivent certainement être plus élevées notamment dans les hauts et moyens plateaux où les affrontements sont presque journaliers et les communautés vivent à couteaux tirés, des zones difficilement accessibles même par voie téléphonique. Le nombre de cas de justice populaire notamment dans la ville de Bukavu est en constante baisse suite aux sensibilisations menées par C-PKA et ses organisations membres.

Pour ce qui est du respect des droits de l'Homme, Pamoja kwa Amani note que ces derniers continuent d'être violés par tous les belligérants tant du côté des FARDC et leurs alliés wazalendo que de celui de l'AFC-M23 et son soutien, le Rwanda. Notons que l'AFC-M23 organise régulièrement des opérations de bouclage dans plusieurs quartiers chauds de Goma et Bukavu pour traquer les criminels et des potentiels éléments de groupes Wazalendo. À l'issue de ces bouclages, plusieurs jeunes sont interpellés et amenés dans des cachots tenus de ce mouvement. Certains sont relâchés après interrogatoires et moyennant paiement des sommes d'argent, d'autres par contre sont tout simplement et purement acheminés dans leurs centres de formation militaire.

4. Les Wazalendo, cette autre guerre qui risque d'être plus dévastatrice

Pamoja kwa Amani a régulièrement souligné les risques associés à la multiplication des groupes dénommés Wazalendo, en particulier au Nord et au Sud-Kivu. Avant la reprise du conflit par les rebelles du M23 en novembre 2021, la RDC enregistrait des avancées notables en matière de lutte contre les groupes armés nationaux, notamment grâce au Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion Sociale (PDRSS) et au processus de Nairobi initié sous la médiation de l'ancien Président kényan Uhuru Kenyatta. L'objectif du processus de Nairobi était le démantèlement de l'ensemble des groupes armés nationaux et la réintégration de leurs membres dans la vie civile. Cependant, avec la reprise du conflit par le M23 et la mobilisation générale décrétée par le Gouvernement, invitant toutes les forces d'auto-défense locales à soutenir les FARDC contre les rebelles et leurs soutiens rwandais, la situation sécuritaire s'est sensiblement dégradée.

Le phénomène dit « Wazalendo » est aujourd'hui perçu comme une réelle menace qui pourrait entraîner la région Est de la RDC dans une nouvelle vague de violence, tout aussi chaotique que celle actuellement vécue. Que ce soit au Nord-Kivu, au Sud-Kivu ou au Maniema, on observe une augmentation préoccupante de groupes armés locaux se revendiquant sous cette appellation. Le désordre généralisé qui règne dans ces zones soulève de sérieuses inquiétudes quant à la possibilité d'une crise sécuritaire majeure. Même le Gouvernement soutenant ces Wazalendo, en leur fournissant des armes, ne peut fournir de données précises concernant leur nombre, leur organisation ou leur chaîne de commandement. Désormais, il suffit de former un groupe d'une dizaine à une vingtaine de personnes possédant quelques armes pour se proclamer « Muzalendo » et s'attribuer, souvent illégalement et sans légitimité, des grades militaires élevés comme celui de général. On compte actuellement plus de 65 généraux autoproclamés dans les différentes factions Wazalendo.

Il est particulièrement préoccupant de constater que de nombreux jeunes enfants se retrouvent impliqués dans diverses factions de Wazalendo, ce qui constitue une violation manifeste des lois internationales interdisant le recrutement d'enfants par des groupes armés. Face à cette situation, Pamoja kwa Amani lance une alerte et appelle toutes les parties concernées ainsi

que la communauté internationale à prendre des mesures sévères à l'encontre des groupes armés impliquant des enfants dans leurs effectifs. C-PKA déplore également la commission de plusieurs crimes et autres violations graves des droits humains par plusieurs éléments de différentes factions de Wazalendo dans les entités où ils opèrent. Tortures, arrestations arbitraires, flagellation en public, notamment des femmes, des meurtres, des disparitions forcées, des violences sexuelles et celles basées sur le genre sont autant de graves violations imputables actuellement à plusieurs factions de Wazalendo.

Le mouvement dit des « Wazalendo » s'est aujourd'hui transformé en une entité hétéroclite où même des criminels notoires trouvent refuge, se revendiquant de cette appellation pour se livrer à des exactions de toutes sortes : extorsions, pillages, viols, meurtres et enlèvements. L'un des épisodes les plus choquants s'est produit le 19 octobre à Katana, dans le territoire de Kabare. Ce jour-là, des individus se présentant comme des Wazalendo ont fait irruption dans une église locale, enlevant un habitant respecté, M. Antoine Karumba. Conduit de force dans la brousse, il a été torturé puis atrocement exécuté par ses agresseurs, parmi lesquels figuraient, selon les vidéos diffusées par ces mêmes miliciens, des enfants mineurs. **Ce crime de guerre évident**, d'une barbarie inqualifiable, demeure impuni ; sa famille n'a même pas pu récupérer le corps pour lui offrir une inhumation digne. Cet événement tragique relance le débat sur la véritable nature et les dérives inquiétantes de cette nébuleuse de « Wazalendo ».

Pamoja kwa Amani tire encore une fois la sonnette d'alarme afin que cesse cette distribution incontrôlée d'armes aux groupes non officiels et non structurels. **Que le Gouvernement de la République assume ses responsabilités en assumant toutes ses obligations régaliennes** et qu'il prenne des mesures urgentes pour freiner cette hémorragie en organisant correctement la Réserve Armée pour la Défense de la Patrie conformément aux lois de la République. **Que les enquêtes soient diligentées de manière indépendante pour établir les responsabilités de tous les crimes** actuellement commis par des inciviques se déclarant être des wazalendo.

5. Instauration de la gouvernance parallèle du M23

Alors que les divers processus de paix stagnent et que les affrontements reprennent sur l'ensemble des lignes de front, le mouvement AFC-M23 poursuit la mise en œuvre de sa politique d'autonomisation administrative et politique dans les zones qu'il contrôle au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

L'instauration récente d'un visa par l'AFC-M23 dans les zones placées sous son contrôle constitue un autre pas franchi dans la périlleuse marche vers la balkanisation du pays. Cette mesure rend le visa obligatoire pour tout ressortissant étranger souhaitant se rendre dans les parties de l'Est de la RDC occupées par l'Alliance des Forces du Changement (AFC/M23). Selon les déclarations de Bertrand Bisimwa, coordinateur adjoint du mouvement, seuls les visas émis par l'AFC-M23 seront dorénavant valides, tandis que les visas délivrés par Kinshasa après février 2025 ne seront plus acceptés.

Il faut signaler que le Mouvement rebelle assure déjà la gestion administrative et politique d'importantes zones dans les deux provinces du Kivu, situées à l'est de la RDC. Il a mis en place ses propres autorités politico-administratives telles que des gouverneurs provinciaux, des maires, des administrateurs de territoire et des bourgmestres de communes. Ces responsables détiennent l'ensemble des pouvoirs nécessaires, y compris celui de délivrer des documents officiels comme les actes de mariage, naissance, décès, nationalité, ainsi que des papiers migratoires et autres certificats similaires.

Il convient de noter que le Mouvement AFC-M23 continue ses activités militaires principalement grâce à l'extraction illégale de minerais, à la perception forcée de taxes et au contrôle des postes frontaliers, notamment avec le Rwanda et l'Ouganda.

6. Conclusion and Appel pressant au Président Donald Trump des USA

Dans le contexte actuel d'escalade de la violence, Pamoja kwa Amani observe que les parties impliquées continuent de signer des accords qui ne sont pas respectés sur le terrain. À ce jour, aucun accord n'a été effectivement mis en œuvre. Cette situation persiste malgré les efforts déployés par les médiateurs qataris et américains, engagés activement dans la résolution de la crise et la recherche de solutions pacifiques.

Pamoja kwa Amani recommande à l'administration du Président Donald Trump de prendre des mesures contraignantes visant à amener les parties au conflit à respecter leurs accords et à mettre un terme immédiat à la guerre, qui a eu des conséquences humaines considérables pour la population congolaise. En l'absence de pressions substantielles, et compte tenu du niveau d'extrémisme des belligérants, le Président Trump comme les autorités qataries pourraient voir leurs efforts compromis et leur crédibilité affectée. Seules des actions concrètes, telles que des sanctions ou des menaces ciblées, sont susceptibles de faire évoluer la situation ; dans le cas contraire, ces négociations risqueraient d'être perçues comme inefficaces par les populations concernées, qui avaient placé leur espoir dans l'engagement des autorités américaines et qataries pour le rétablissement de la paix.

Un appel pressant est ainsi adressé au Président Donald Trump, le « Président de la Paix », pour qu'il s'implique personnellement et avec beaucoup de détermination dans la crise qui secoue la sous-région des Grands Lacs et l'Est de la RDC depuis plus de trois décennies. Qu'il en fasse une affaire personnelle comme ce qu'il fait actuellement avec la question de Gaza au Moyen-Orient. Le peuple congolais lui sera très reconnaissant de génération en génération.

Le « Président de la Paix » est aujourd'hui le seul qui peut mettre fin à ces décennies de guerre et ramener la paix à l'Est de la RDC et dans toute la sous-région des Grands lacs. Pour les communautés locales de l'Est de la RDC, sans pression directe des États-Unis et de son Président, la Paix va demeurer un leurre.

Pamoja kwa Amani tient à relever que le non-respect des accords de paix et du cessez-le-feu résulte directement du manque de mesures contraignantes et de la faiblesse de la justice internationale, qui peine à sanctionner les seigneurs de guerre.

7. Des Nouvelles de Pamoja kwa Amani

- **Le 18 octobre 2025 à Bologne en Italie, il a été décerné le Prix International pour les Droits humains "Daniele Po", XVII^e Édition, à Me Marie Rose Néné Bintu Iragi MUDEKEREZA.** Ce prix représente une reconnaissance officielle de l'engagement remarquable dont elle fait preuve dans la défense des droits fondamentaux et la promotion de la paix. Créé en 2007, le Prix International Daniele Po récompense chaque année une femme ou une organisation s'étant distinguée, au niveau national ou international, par une défense inconditionnelle des droits humains et la promotion des valeurs essentielles à une civilisation pacifique. Pamoja kwa Amani adresse ses plus sincères félicitations à la Lauréate, membre de la Coalition et actuellement Modératrice adjointe.
- **Pamoj Pamoja kwa Amani salue la nomination par le président du Conseil des droits de l'homme, l'ambassadeur Jürg Lauber, de trois membres de la Commission d'enquête indépendante sur la situation des droits de l'homme dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.** Il s'agit d'Arnauld Akodjenou (Bénin), Maxine Marcus (Allemagne/États-Unis) et Clément Nyaletsossi Voule (Togo). Établie par la résolution S-37/1 du 7 février 2025, la Commission a pour mandat d'enquêter sur les allégations de violations des droits humains et du droit international humanitaire, incluant notamment les violences sexuelles et celles commises à l'encontre des personnes déplacées internes. Elle est également chargée d'identifier les individus et entités responsables afin qu'ils répondent de leurs actes. La

première mission sur le terrain doit intervenir au plus tard en janvier 2026. Un rapport exhaustif sera soumis au Conseil des droits de l'homme lors de sa soixante-quatrième session en 2027. Pamoja Kwa Amani, dont l'un des engagements majeurs demeure la quête de justice pour les victimes et la lutte contre l'impunité afin de prévenir toute récidive, considère que cette avancée représente une étape cruciale et nécessaire dans le contexte actuel de conflit marqué par de graves crimes de guerre et violations des droits humains commis par l'ensemble des parties. Forte de la légitimité de ses organisations membres¹ sur le terrain, Pamoja kwa Amani s'engage à collaborer étroitement avec la commission en lui fournissant l'intégralité des informations originales et dûment documentées à sa disposition. La réalisation d'une paix durable passe nécessairement par la justice. L'organisation réitère ainsi son engagement à une coopération approfondie avec la commission au bénéfice du respect des droits humains et du rétablissement de l'État de droit.

- **Pamoja kwa Amani² lance un appel à soutien pour la poursuite de son travail et l'atteinte de ses objectifs.** Les organisations intéressées par son travail et son approche qui sont innovants peuvent entrer en contact avec la Coalition par mail : pamojakwaamanioscrdc@gmail.com.

***Pamoja Tujenge Amani!
Together, let's build peace
Ensemble construisons la Paix.***

Press Contact:

www.pamojakwaamani.org/ / pamojakwaamanioscrdc@gmail.com

+243998893542 / +243 859170689 / +243970887677 / +243824220495

¹ **Organisations membres du C-PKA** : Action Kesho Congo, Action pour le Bien-être de la femme et de l'enfant au Congo, ABFEC – Action Congo asbl ; Action Solidaire pour le Développement Endogène et la Paix, ASODEP ; Amani na Tumaini Kwetu, ATK, asbl, Association des Femmes des Médias, AFEM ; Célébrons le Courage de la Femme, CCF ; Le Centre d'Appui à l'Education et au Développement Communautaire, CEDECO, Collectif des Organisations des Jeunes Solidaires du Congo Kinshasa, COJESKI ; Collectif Simama Congo, COSIC ; Collectif 2250 (regroupement d'organisations des jeunes) ; Congo Handicap, CH ; Initiative pour l'Avenir Meilleur, INAM asbl (Association de promotion et la défense des droits des Personnes en situation de handicap) ; La prunelle RDC ; Mama Radio Fm; Nouvelle Dynamique de la Société Civile, NDSCI ; Radio Maendeleo ; Réseau des Associations Congolaises des Jeunes, RACONJ ; Santé, Environnement et Bien-être pour Tous, SEBE-T ; Société Civile Forces Vives – Bureau de Coordination du Sud-Kivu, BCSC – FV ; Solidarité pour la Promotion des Femmes et Familles Indigentes, SOPFFI ; Solidarité pour le Développement et l'émergence des Communautés Pacifiques, SODECOP ; Solidarity of Women for integral development, SWID.

² **Produit et réalisé par le Consortium Pamoja kwa Amani, C-PKA**, le Baromètre citoyen sur la paix et la sécurité en RD Congo se veut un outil important dans la recherche et la construction de la paix en RDC. Comme ce Coq qui crie chaque matin dans nos villages, le Baromètre citoyen de PKA se veut un "lanceur d'alerte" qui tient à dire tout haut ce qui se passe sur le terrain et qui constituerait : des menaces et atteintes à la paix et à la sécurité ainsi que de graves violations des droits de l'Homme. Il se veut aussi un moyen de plaidoyer et d'information avec un large éventail de destinataires tant du niveau local, national et international. Le Consortium Pamoja kwa Amani est un vaste regroupement d'une vingtaine d'organisations de la société civile du Nord et Sud-Kivu œuvrant pour la paix, la justice, le redressement communautaire et le vivre-ensemble.

Grace au réseau communautaire de ses organisations membres, PKA veut faire de son Baromètre Citoyen un outil de monitoring de violation des droits de l'homme et de toutes les menaces à la paix et à la sécurité. Pour mieux accomplir cette mission Pamoja kwa Amani lance un appel à soutien de son Baromètre Citoyen à toute organisation intéressée par cette approche. Merci de nous contacter par mail : pamojakwaamanioscrdc@gmail.com